

Plus de 70 ont été blessés et hospitalisés à Rabat

Maroc : répression d'une manifestation d'enseignants



Les manifestants dispersés à coups de canons à eau. © D.R

Des milliers d'enseignants "contractuels", venus de plusieurs villes du Maroc, envisageant de s'installer devant le Parlement à Rabat, ont été dispersés par les forces de l'ordre.

Le problème des enseignants "contractuels", qui dure depuis le mois de mars au Maroc, a connu un nouveau développement jeudi avec la manifestation à Rabat, qui a réuni des milliers d'entre eux venus demander le statut de fonctionnaire au ministère de l'Éducation. Ce rassemblement a été dispersé par la force à coups de canons à eau par les forces de l'ordre marocaines, qui ont occasionné des blessures à plus de 70 enseignants marocains. Ils ont été hospitalisés dans la nuit de mercredi à jeudi à Rabat. Othmane Zouirech, un responsable de la coordination des enseignants marocains, a déclaré à l'agence AFP : "Plus de 70 enseignants ont été hospitalisés avec des blessures à des degrés divers, notamment après avoir reçu des coups de matraque", précisant que les manifestants ont été "poursuivis jusqu'au petit matin". Il a dénoncé une "approche sécuritaire qui ne fait qu'envenimer la situation". Pour rappel, ces enseignants contractuels ont lancé début mars un mouvement de grève accompagné d'importantes manifestations, qui se déroulent généralement sans incidents, afin de faire entendre leur voix. Il y a lieu de signaler que deux manifestations ont été dispersées par la force le 23 mars et le 20 février derniers. Hier, ils étaient encore plusieurs milliers d'enseignants marocains contractuels à manifester de nouveau à Rabat pour protester contre la

“répression” dont ils ont été victimes la veille. Scotch sur la bouche ou bandage couvrant la tête, ces enseignants du secteur public ont défilé dans les rues de la capitale marocaine, dans une marche “silencieuse” qui s’est déroulée sans incident. Ce mouvement concerne 55 000 enseignants recrutés dès 2016 sur la base de contrats à durée déterminée (CDD) puis intégrés au sein des académies régionales. Après une première rencontre à la mi-avril avec le ministère de l’Éducation, des représentants des enseignants grévistes avaient annoncé la suspension de la grève. Mais “certains n’ont pas respecté les engagements pris par leurs représentants” et n’ont pas rejoint les classes, a accusé mardi le ministère de l’Éducation qui refuse de poursuivre le dialogue tant que tous les grévistes n’auront pas repris le travail. Une réunion prévue mardi a de ce fait été annulée. Les enseignants, eux, reprochent au ministère de ne pas vouloir céder sur leur principale revendication, à savoir obtenir un statut de fonctionnaire au sein du ministère. “Le dialogue est au point mort”, a déclaré à l’agence AFP Othmane Zouirech. Ceci étant, quelque 300 000 élèves ont pâti des absences des enseignants, selon un récent bilan officiel.

Merzak Tigrine